



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE REGION ILE  
DE FRANCE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-018-2020-02

PUBLIÉ LE 12 FÉVRIER 2020

# Sommaire

## Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-141 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2632 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE DE CONVALESCENCE D AUBERGENVILLE (2 pages)	Page 5
IDF-2019-12-31-139 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2634 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - UNITE D AUTODIALYSE LES TEMPLIERS ADDY (2 pages)	Page 8
IDF-2019-12-31-135 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2635 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - HAD YVELINES SUD (2 pages)	Page 11
IDF-2019-12-31-134 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2636 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SAINT REMY (3 pages)	Page 14
IDF-2019-12-31-132 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2638 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SAINT GERMAIN (3 pages)	Page 18
IDF-2019-12-31-131 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2639 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - POLYCLINIQUE DE MAISONS LAFFITTE (3 pages)	Page 22
IDF-2019-12-31-130 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2640 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SSR - KORIAN LE GRAND PARC (3 pages)	Page 26
IDF-2019-12-31-129 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2641 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE CARDIOLOGIQUE D EVECQUEMONT (3 pages)	Page 30
IDF-2019-12-31-128 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2642 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE MEDICALE DE GOUSSONVILLE (3 pages)	Page 34
IDF-2019-12-31-127 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2643 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE VAL DE SEINE A LOUVECIENNE (2 pages)	Page 38
IDF-2019-12-31-125 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2645 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SAINT LOUIS (3 pages)	Page 41
IDF-2019-12-31-124 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2646 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE SOINS DE SUITE SARTROUVILLE C3S (2 pages)	Page 45

IDF-2019-12-31-123 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2647 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE FRANCISCAINES (3 pages)	Page 48
IDF-2019-12-31-122 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2648 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE DE PARLY II (3 pages)	Page 52
IDF-2019-12-31-121 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2649 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CH PRIVE DE L EUROPE (3 pages)	Page 56
IDF-2019-12-31-145 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2674 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE DU VAL D YERRES (3 pages)	Page 60
IDF-2019-12-31-144 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2675 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE PASTEUR (3 pages)	Page 64
IDF-2019-12-31-232 - Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2816 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - ASSISTANCE PUBLIQUE-HOPITAUX DE PARIS (4 pages)	Page 68
IDF-2019-12-31-140 - Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2633 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - UNITE D AUTODIALYSE ADDY (2 pages)	Page 73
IDF-2019-12-31-133 - Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2637 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE D HEMODIALYSE MANTES LA JOLIE (2 pages)	Page 76
IDF-2019-12-31-126 - Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2644 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - POLYCLINIQUE REGION MANTAISE (2 pages)	Page 79
IDF-2019-12-31-143 - Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2676 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE D ATHIS MONS SITE CARON (2 pages)	Page 82
IDF-2020-02-12-005 - ARRETE N° DOS-2020/125 Portant modification de l'arrêté d'agrément du 19 juin 2006 portant changement de forme juridique de la SARL ROYAL AMBULANCES (75016 Paris) (2 pages)	Page 85
IDF-2020-02-12-003 - ARRETE N° DOS-2020/126 Portant modification de l'arrêté d'agrément du 21 Janvier 1999 portant transfert des locaux de la SARL AMBULANCES DES COTEAUX (93160 Noisy-le-Grand) (2 pages)	Page 88
IDF-2020-02-06-007 - ARRETE n°2020 - 22 modifiant l'arrêté n°2019 - 226 portant autorisation complémentaire du CAARUD «EMERGENCES 77 NORD» de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) (3 pages)	Page 91

**Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France**

IDF-2019-09-30-028 - Autorisation tacite d'exploiter accordée à l'EARL LE CHENE  
COUPE à VIDELLES (4 pages)

Page 95

**Etablissement public foncier Ile de France**

IDF-2020-02-06-006 - Décision de préemption n°2000019 lots 430363, 430262, sis 21  
avenue des Sablons à GRIGNY 91 (5 pages)

Page 100

**Rectorat de l'académie de Paris**

IDF-2020-02-12-002 - ARRÊTÉ N°2020-101 relatif à l'enseignement scolaire de  
l'académie de Paris (4 pages)

Page 106

**Rectorat de Paris**

IDF-2020-02-07-010 - Arrêté nomination Administrateur provisoire SUPMECA (1 page)

Page 111

Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-141

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2632  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE DE  
CONVALESCENCE D AUBERGENVILLE

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2632 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CENTRE DE CONVALESCENCE D  
AUBERGENVILLE  
32 R DU MONTGARDE  
78029 AUBERGENVILLE  
FINESS ET - 780001467  
Code interne - 0005524

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1299 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

Agence Régionale de Santé Île-de-France, 35 rue de la gare 75019 Paris

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **268 496.00 euros**;

- **Dotations financières à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **15 471.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **268 496.00 euros**, soit un douzième correspondant à **22 374.67 euros**

Soit un total de **22 374.67 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-139

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2634  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - UNITE D  
AUTODIALYSE LES TEMPLIERS ADDY



**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2634 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

UNITE D AUTODIALYSE LES TEMPLIERS  
ADDY  
5 R SIMONE DE BEAUVOIR  
78208 ELANCOURT  
FINESS ET - 780001707  
Code interne - 0005556

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1300 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

Agence Régionale de Santé Île-de-France, 35 rue de la gare 75019 Paris

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 055.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **2 055.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **2 285.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **2 055.00 euros**, soit un douzième correspondant à **171.25 euros**

Soit un total de **171.25 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-135

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2635  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - HAD YVELINES SUD

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2635 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

HAD YVELINES SUD  
BD DU CHATEAU  
78297 GUYANCOURT  
FINESS ET - 780004529  
Code interne - 0005525

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1972 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 18 399.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **18 399.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **13 747.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **18 399.00 euros**, soit un douzième correspondant à **1 533.25 euros**

Soit un total de **1 533.25 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-134

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2636  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SAINT  
REMY

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2636 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE SAINT REMY  
66 CHE DE LA CHAPELLE  
78575 SAINT REMY LES CHEVREUSE  
FINESS ET - 780008298  
Code interne - 0005526

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1302 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 561.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **2 561.00 euros** ;

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 20 000.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **20 000.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **448 862.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **1 409.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.
- **19 435.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

## **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2019 : **20 000.00 euros**, soit un douzième correspondant à **1 666.67 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **448 862.00 euros**, soit un douzième correspondant à **37 405.17 euros**



Soit un total de **39 071.84 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-132

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2638  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SAINT  
GERMAIN

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2638 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE SAINT GERMAIN  
12 R BARONNE GERARD  
78551 SAINT GERMAIN EN LAYE  
FINESS ET - 780018727  
Code interne - 0005528

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1973 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 26 926.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **430.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **26 496.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **153 133.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **65 916.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.
- **7 451.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **430.00 euros**, soit un douzième correspondant à **35.83 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **153 133.00 euros**, soit un douzième correspondant à **12 761.08 euros**

Soit un total de **12 796.91 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-131

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2639  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - POLYCLINIQUE DE  
MAISONS LAFFITTE

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2639 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

POLYCLINIQUE DE MAISONS LAFFITTE  
19 AV EGLE  
78358 MAISONS LAFFITTE  
FINESS ET - 780022737  
Code interne - 0005530

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1304 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 31 891.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **5 235.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **26 656.00 euros** ;

- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait annuel des urgences : **679 948.00 euros** ;
- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **0.00 euros** ;
- Forfait annuel greffes : **0.00 euros** ;
- Forfait activités isolées : **0.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **12 368.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **5 235.00 euros**, soit un douzième correspondant à **436.25 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **679 948.00 euros**, soit un douzième correspondant à **56 662.33 euros**

Soit un total de **57 098.58 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.



**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-130

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2640  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SSR -  
KORIAN LE GRAND PARC

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2640 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE SSR - KORIAN LE GRAND PARC  
1 R AIME CESAIRE  
78297 GUYANCOURT  
FINESS ET - 780022760  
Code interne - 0006876

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1305 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 663.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **1 526.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **4 137.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **897 853.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **29 664.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2019 : **5 663.00 euros**, soit un douzième correspondant à **471.92 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **897 853.00 euros**, soit un douzième correspondant à **74 821.08 euros**

Soit un total de **75 293.00 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-129

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2641  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE  
CARDIOLOGIQUE D EVECQUEMONT

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2641 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CENTRE CARDIOLOGIQUE D  
EVECQUEMONT  
2 R DES CARRIERES  
FINESS ET - 780300075  
Code interne - 0005539

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1306 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 41 811.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **41 811.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **579 744.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **45 666.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.
- **12 964.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **579 744.00 euros**, soit un douzième correspondant à **48 312.00 euros**

Soit un total de **48 312.00 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.



**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-128

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2642  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE MEDICALE  
DE GOUSSONVILLE

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2642 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE MEDICALE DE GOUSSONVILLE  
15 R DES COUTURES  
78281 GOUSSONVILLE  
FINESS ET - 780300083  
Code interne - 0005540

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1307 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 24 630.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **19 840.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **4 790.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **1 144 305.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **41 198.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2019 : **19 840.00 euros**, soit un douzième correspondant à **1 653.33 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **1 144 305.00 euros**, soit un douzième correspondant à **95 358.75 euros**

Soit un total de **97 012.08 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-127

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2643  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE VAL DE  
SEINE A LOUVECIENNE

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2643 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE VAL DE SEINE A LOUVECIENNE  
1 CHE DU COEUR VOLANT  
78350 LOUVECIENNES  
FINESS ET - 780300109  
Code interne - 0006262

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1308 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **455 189.00 euros**;

- **Dotations financières à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **13 149.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **455 189.00 euros**, soit un douzième correspondant à **37 932.42 euros**

Soit un total de **37 932.42 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT





Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-125

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2645  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE SAINT  
LOUIS

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2645 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE SAINT LOUIS  
1 R BASSET  
78498 POISSY  
FINESS ET - 780300208  
Code interne - 0005543

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1974 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 975.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **13 975.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **238 281.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **68 228.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.
- **9 109.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **13 975.00 euros**, soit un douzième correspondant à **1 164.58 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **238 281.00 euros**, soit un douzième correspondant à **19 856.75 euros**

Soit un total de **21 021.33 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-124

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2646  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CENTRE SOINS DE  
SUITE SARTROUVILLE C3S

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2646 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France**

**Bénéficiaire :**

CENTRE SOINS DE SUITE SARTROUVILLE  
C3S  
20 AV MAURICE BERTEAUX  
78586 SARTROUVILLE  
FINESS ET - 780300224  
Code interne - 0005544

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1310 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

Agence Régionale de Santé Ile-de-France, 35 rue de la gare 75019 Paris

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **485 560.00 euros**;

- **Dotations financières à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **17 109.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **485 560.00 euros**, soit un douzième correspondant à **40 463.33 euros**

Soit un total de **40 463.33 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-123

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2647  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE  
FRANCISCAINES



**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2647 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

HOPITAL PRIVE FRANCISCAINES  
7 R PORTE DE BUC  
78646 VERSAILLES  
FINESS ET - 780300323  
Code interne - 0005545

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1975 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 48 367.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **39 091.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **9 276.00 euros** ;

- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait annuel des urgences : **1 009 862.00 euros** ;
- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **0.00 euros** ;
- Forfait annuel greffes : **0.00 euros** ;
- Forfait activités isolées : **0.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **99 266.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **39 091.00 euros**, soit un douzième correspondant à **3 257.58 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **1 009 862.00 euros**, soit un douzième correspondant à **84 155.17 euros**

Soit un total de **87 412.75 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-122

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2648  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE DE  
PARLY II

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2648 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

HOPITAL PRIVE DE PARLY II  
21 R MOXOURIS  
78158 LE CHESNAY ROCQUENCOURT  
FINESS ET - 780300406  
Code interne - 0005547

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1976 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 69 843.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **56 316.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **13 527.00 euros** ;

- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait annuel des urgences : **679 948.00 euros** ;
- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **0.00 euros** ;
- Forfait annuel greffes : **0.00 euros** ;
- Forfait activités isolées : **0.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **134 203.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **56 316.00 euros**, soit un douzième correspondant à **4 693.00 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **679 948.00 euros**, soit un douzième correspondant à **56 662.33 euros**

Soit un total de **61 355.33 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-121

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2649  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CH PRIVE DE L  
EUROPE



**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2649 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CH PRIVE DE L EUROPE  
9 R DE SAINT GERMAIN  
78502 LE PORT MARLY  
FINESS ET - 780300414  
Code interne - 0005548

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1977 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 78 665.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **56 925.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **21 740.00 euros** ;

- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait annuel des urgences : **762 426.00 euros** ;
- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **0.00 euros** ;
- Forfait annuel greffes : **0.00 euros** ;
- Forfait activités isolées : **0.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **203 241.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **56 925.00 euros**, soit un douzième correspondant à **4 743.75 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **762 426.00 euros**, soit un douzième correspondant à **63 535.50 euros**

Soit un total de **68 279.25 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-145

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2674  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE DU  
VAL D YERRES

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2674 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

HOPITAL PRIVE DU VAL D YERRES  
31 AV DE L ABBAYE  
91691 YERRES  
FINESS ET - 910300300  
Code interne - 0006149

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1984 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 50 488.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **38 410.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **12 078.00 euros** ;

- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait annuel des urgences : **597 469.00 euros** ;
- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **0.00 euros** ;
- Forfait annuel greffes : **0.00 euros** ;
- Forfait activités isolées : **0.00 euros** ;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **77 353.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **38 410.00 euros**, soit un douzième correspondant à **3 200.83 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **597 469.00 euros**, soit un douzième correspondant à **49 789.08 euros**

Soit un total de **52 989.91 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-144

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2675  
portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits  
annuels au titre de l'année 2019 - CLINIQUE PASTEUR



**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2675 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

CLINIQUE PASTEUR  
17 R DE RIGNY  
91521 RIS ORANGIS  
FINESS ET - 910300326  
Code interne - 0005584

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1985 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 19 126.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **19 126.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **0.00 euros** ;

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 6 255.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **6 255.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **402 469.00 euros**;

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **17 173.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.
- **10 721.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

## **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **19 126.00 euros**, soit un douzième correspondant à **1 593.83 euros**
- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2019 : **6 255.00 euros**, soit un douzième correspondant à **521.25 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **402 469.00 euros**, soit un douzième correspondant à

**33 539.08 euros**

Soit un total de **35 654.16 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-232

Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2816  
portant fixation des dotations

MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des  
forfaits annuels au titre de l'année 2019 - ASSISTANCE

PUBLIQUE-HOPITAUX DE  
PARIS

**Arrêté modificatif n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2816 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France**

**Bénéficiaire :**

ASSISTANCE PUBLIQUE-HOPITAUX DE  
PARIS  
3 AV VICTORIA  
FINESS EJ - 750712184  
Code interne - 0005762

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union

européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-1881 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 ;

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 068 196 548.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **986 450 826.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **81 745 722.00 euros** ;

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 024 974.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **2 781 649.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **243 325.00 euros** ;

- **Dotations annuelles de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 541 014 525.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **142 266 967.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **398 747 558.00 euros** ;
- Dotation annuelle autre : **0.00 euros** ;

- **Unités de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférents aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **106 944 591.00 euros** ;
- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait annuel des urgences : **87 279 944.00 euros** ;
- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **4 261 071.00 euros** ;
- Forfait annuel greffes : **18 739 613.00 euros** ;
- Forfait activités isolées : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2019 : **40 303 168.00 euros**;

Le forfait correspondant aux recettes liées aux actes et consultations externes est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- Forfait ACE théorique SSR au titre de l'année 2019 : **42 816.00 euros**;
- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **10 997 691.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.
- **1 264 685.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

## **Article 2:**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2019 : **1 063 676 534.00 euros**, soit un douzième correspondant à **88 639 711.17 euros**
- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2019 : **3 024 974.00 euros**, soit un douzième correspondant à **252 081.17 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **541 014 525.00 euros**, soit un douzième correspondant à **45 084 543.75 euros**
- Base de calcul pour le forfait global de soins afférent aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours (USLD) égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **95 384 561.00 euros**, soit un douzième correspondant à **7 948 713.42 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2019 : **110 280 628.00 euros**, soit un douzième correspondant à **9 190 052.33 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **40 303 168.00 euros**, soit un douzième correspondant à **3 358 597.33 euros**
- Base de calcul pour le forfait ACE SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2019 : **42 816.00 euros**, soit un douzième correspondant à **3 568.00 euros**

Soit un total de **154 477 267.17 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**Signé**



# Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-140

Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2633 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019 - UNITE D AUTODIALYSE ADDY

**Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2633 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

UNITE D AUTODIALYSE ADDY  
78 AV DU GENERAL LECLERC  
78686 VIROFLAY  
FINESS ET - 780001558  
Code interne - 0005556

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 108.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **8 108.00 euros** ;
- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **2 943.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

#### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

Soit un total de **0.00 euros**.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

#### **Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-133

Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2637 portant  
fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au  
titre de l'année 2019 - CENTRE D HEMODIALYSE  
MANTES LA JOLIE

**Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2637 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France**

**Bénéficiaire :**

CENTRE D HEMODIALYSE MANTES LA  
JOLIE  
BD DU MIDI  
FINESS ET - 780017802  
Code interne - 0005527

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **12 203.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

Soit un total de **0.00 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-126

Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2644 portant  
fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au  
titre de l'année 2019 - POLYCLINIQUE REGION  
MANTAISE

**Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience 19-2644 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Île-de-France**

**Bénéficiaire :**

POLYCLINIQUE REGION MANTAISE  
23 BD VICTOR DUHAMEL  
78361 MANTES LA JOLIE  
FINESS ET - 780300125  
Code interne - 0005541

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

**ARRETE**

**Article 1er :**



- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **63 929.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

**Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

Soit un total de **0.00 euros**.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2019-12-31-143

Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience19-2676 portant  
fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au  
titre de l'année 2019 - HOPITAL PRIVE D ATHIS MONS  
SITE CARON

**Arrêté n° ARSIF-DOS Pôle Efficience19-2676 portant fixation des dotations MIGAC et des forfaits annuels au titre de l'année 2019**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France**

**Bénéficiaire :**

HOPITAL PRIVE D ATHIS MONS SITE  
CARON  
111 R CARON  
FINESS ET - 910300359  
Code interne - 0005585

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2019 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 03/09/2018 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

**ARRETE**

**Article 1er :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 108 371.00 euros au titre de l'année 2019 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **108 371.00 euros** ;
- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2019, comme suit :

- **14 041.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO.

#### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2020, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2020, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

Soit un total de **0.00 euros**.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

#### **Article 4 :**

La personne désignée par Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 31/12/2019,

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France,  
et par délégation,

La Directrice du pôle Efficience,  
Mme Bénédicte DRAGNE-EBRARDT



Agence Régionale de Santé

IDF-2020-02-12-005

ARRETE N° DOS-2020/125

Portant modification de l'arrêté d'agrément du 19 juin  
2006

portant changement de forme juridique de la SARL

ROYAL AMBULANCES

(75016 Paris)

**ARRETE N° DOS-2020/125**  
**Portant modification de l'arrêté d'agrément du 19 juin 2006**  
**portant changement de forme juridique de la SARL ROYAL AMBULANCES**  
**(75016 Paris)**

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France**

- VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6311-1 à L.6311-2, L.6312-1 à L.6312-5, L.6313-1, R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6312-43, R.6313-5 à R.6313-7-1 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret du 25 juillet 2018 portant nomination de Monsieur Aurélien ROUSSEAU, conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 03 septembre 2018 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DS-2018/052 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 03 septembre 2018, portant délégation de signature à Monsieur Didier JAFFRE Directeur de l'offre de soins, et à certains de ses collaborateurs ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 2006 portant agrément, sous le n° 2006-1 de la SARL ROYAL AMBULANCES sise 5, impasse Saint-Denis à Paris (75002) ayant pour gérant Monsieur Rodolphe BERTHIER ;
- VU l'enregistrement d'une déclaration de modification dans le fonctionnement d'une entreprise de transport sanitaire en date du 26 avril 2011 portant transfert des locaux de la SARL ROYAL AMBULANCES du 5, impasse Saint-Denis à Paris (75002) au 130, boulevard Murat à Paris (75016) à la date du 14 octobre 2010 ;

CONSIDÉRANT le dossier de demande de modification de l'agrément présenté par Monsieur Rodolphe BERTHIER relatif au changement de forme juridique de la SARL ROYAL AMBULANCES ;

CONSIDERANT la conformité du dossier de changement de forme juridique aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié ci-dessus visé ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL ROYAL AMBULANCES devient la SASU ROYAL AMBULANCES sise 130, boulevard Murat à Paris (75016) dont le président est Monsieur Rodolphe BERTHIER à la date du 24 octobre 2019.

**ARTICLE 2** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé, sise 35 rue de la gare, Le Millénaire 2, 75935 Paris CEDEX 19.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers.

Ces recours n'ont pas pour effet de suspendre le caractère exécutoire de la présente décision.

**ARTICLE 3** : Le Directeur de l'offre de soins est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État.

Fait à Bobigny, le 12 février 2020

P/Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France  
La Responsable du service régional  
des transports sanitaires

**Signé**

Séverine TEISSEDE

Agence Régionale de Santé

IDF-2020-02-12-003

ARRETE N° DOS-2020/126

Portant modification de l'arrêté d'agrément du 21 Janvier  
1999

portant transfert des locaux de la SARL AMBULANCES

DES COTEAUX

(93160 Noisy-le-Grand)



**ARRETE N° DOS-2020/126**  
**Portant modification de l'arrêté d'agrément du 21 Janvier 1999**  
**portant transfert des locaux de la SARL AMBULANCES DES COTEAUX**  
**(93160 Noisy-le-Grand)**

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France**

- VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6311-1 à L.6311-2, L.6312-1 à L.6312-5, L.6313-1, R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6312-43, R.6313-5 à R.6313-7-1 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au Directeur de l'Agence régionale de santé ;
- VU le décret du 25 juillet 2018 portant nomination de Monsieur Aurélien ROUSSEAU, conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 03 septembre 2018 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté n° DOS-2018-1889 en date du 02 août 2018 modifié du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant expérimentation du droit de dérogation reconnu au Directeur Général de l'Agence régionale de santé concernant le dossier d'agrément des sociétés de transports sanitaires et des contrôle des véhicules de transports sanitaires ;
- VU l'arrêté n° DS-2018/052 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 03 septembre 2018, portant délégation de signature à Monsieur Didier JAFFRE Directeur de l'offre de soins, et à certains de ses collaborateurs ;
- VU l'arrêté préfectoral n° AB/99/11 en date du 21 janvier 1999 portant agrément, sous le n° 93/TS/351 de la SARL Ambulances des Coteaux sise 4 allée Monique à Noisy-le-Grand (93160) dont le gérant est Monsieur Patrick ROSSI ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04-6188 en date du 220 décembre 2004 portant transfert des locaux de la SARL Ambulances des Coteaux du 4 allée Monique à Noisy-le-Grand (93160) au 36 rue Henri Barbusse à Montfermeil (93370);

CONSIDERANT l'accord de transfert des autorisations de mises en service, du véhicule de catégorie C type A immatriculé AM-870-BA et du véhicule de catégorie D immatriculé CG-291-FE délivré par les services de l'ARS Ile-de-France le 28 décembre 2018 ;

CONSIDERANT la demande de modification de l'agrément déposée par le responsable légal de la société relative au transfert des locaux ;

CONSIDERANT la conformité du dossier de demande de transfert des locaux aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié ci-dessus visé ;

CONSIDERANT l'attestation sur l'honneur relative à la conformité des installations matérielles, aux normes définies par l'arrêté du 12 décembre 2017 ci-dessus visé ainsi qu'aux normes d'hygiène et de salubrité ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL Ambulances des Coteaux est autorisée à transférer ses locaux du 36 rue Henri Barbusse à Montfermeil (93370) au 8 rue Fajol à Noisy-le-Grand (93160) à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé, sise 35 rue de la gare, Le Millénaire 2, 75935 Paris Cedex 19.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers.

Ces recours n'ont pas pour effet de suspendre le caractère exécutoire de la présente décision.

**ARTICLE 3** : Le Directeur de l'offre de soins est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État.

Fait à Bobigny, le 12 février 2020

P/Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France  
La Responsable du service régional  
des transports sanitaires

**Signé**

Séverine TEISSEDE

## Agence Régionale de Santé

IDF-2020-02-06-007

ARRETE n°2020 - 22 modifiant l'arrêté n°2019 - 226  
portant autorisation complémentaire du CAARUD  
«EMERGENCES 77 NORD» de participer à l'activité de  
dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation  
diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de  
l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection  
par le virus de l'hépatite C (VHC)

**ARRETE n°2020 - 22 modifiant l'arrêté n°2019 - 226 portant autorisation complémentaire du CAARUD «EMERGENCES 77 NORD» de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC)**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
ILE-DE-FRANCE**

- VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 312-1, L. 313-1 et L. 313-1-1 ;
- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3411-8, L. 6211-3, L. 6211-3-1 et D. 3411-1 ;
- VU** la loi n°2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire ;
- VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** le décret du 25 juillet 2018 portant nomination de Monsieur Aurélien ROUSSEAU en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté du 28 mai 2010 fixant les conditions de réalisation du diagnostic biologique de l'infection à virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et les conditions de réalisation du test rapide d'orientation diagnostique dans les situations d'urgence ;
- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2016 déterminant la liste des tests, recueils et traitements de signaux biologiques qui ne constituent pas un examen de biologie médicale, les catégories de personnes pouvant les réaliser et les conditions de réalisation de certains de ces tests, recueils et traitements de signaux biologiques;
- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2016 fixant les conditions de réalisation des tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) en milieu médico-social ou associatif ;
- VU** l'arrêté DDASS/AS du 17 août 2006 portant autorisation de création d'un Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CAARUD) par l'association EMERGENCES;
- VU** l'arrêté du 02 mai 2013 portant prorogation de l'autorisation du CAARUD dénommé «EMERGENCES» sis LCR Jules Raimu, Allée Jules Raimu, 77200 Torcy et géré par l'association EMERGENCES ;
- VU** la demande d'autorisation complémentaire présentée le 10 mai 2019 par l'association «Émergences Marne-la-Vallée» à l'Agence régionale de santé Ile-de-France

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'autorisation complémentaire présenté par l'association «Émergences Marne-la-Vallée» pour le CAARUD « EMERGENCES 77 NORD » répond au cahier des charges prévu par l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

L'autorisation complémentaire de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) est accordée au CAARUD « EMERGENCES 77 NORD » (N°FINESS Etablissement : 77 001 457 9), LCR Jules Raimu, allée Jules Raimu 77200 TORCY géré par l'association «Émergences Marne-la-Vallée»

Cette autorisation prend effet à la date de signature du présent arrêté et court jusqu'à échéance de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement.

### **ARTICLE 2 :**

Le nombre et la qualité des personnes pouvant réaliser les tests faisant l'objet de la présente autorisation sont listés en annexe du présent arrêté et concernent le site suivant :

- CAARUD EMERGENCES 77 NORD : LCR Jules Raimu, allée Jules Raimu 77200 TORCY

Le directeur de l'établissement tient la liste nominative des personnes formées à l'utilisation des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) à la disposition du public accueilli et de l'Agence régionale de santé Ile-de-France.

### **ARTICLE 3 :**

Tout changement important dans l'installation, l'organisation et le fonctionnement de cette activité devra être porté à la connaissance du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

En particulier, il l'informe de toute modification de la liste annexée au présent arrêté et transmet les attestations de formation de toute personne qu'il souhaite dédier à l'activité faisant l'objet de la présente autorisation, lorsqu'elle est soumise aux conditions de formation prévues notamment par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2016 fixant les conditions de réalisation de TROD susvisé.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### **ARTICLE 5 :**

La Directrice départementale de la Seine et Marne de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs régional.

Paris, le 06 février 2020  
Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France

**Signé**

Aurélien Rousseau



**Annexe de l'arrêté n° 2020 - 22**

**CAARUD « EMERGENCES 77 NORD » - n° FINESS: 77 001 457 9**

Sont autorisés à réaliser des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) les personnels suivants :

- 1 infirmière
- 3 intervenants en réduction des risques

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France

IDF-2019-09-30-028

Autorisation tacite d'exploiter accordée à l'EARL LE  
CHENE COUPE à VIDELLES



PRÉFET DE L'ESSONNE

**SDREA Île-de-France**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE

Affaire suivie par :  
Anne LEYSSENOT  
Tél. : 0160763370  
Mél : anne.leyssenot@essonne.gouv.fr

Évry, le 30 SEPT 2019

Monsieur GIRARD Pascal  
Gérant de l'EARL LE CHENE COUPE  
3 LE CHENE COUPE  
91890 VIDELLES

**Objet** : autorisation d'exploiter  
**Réf.** : AL/L 885 RA1A15293433497  
**P. J.** :

Monsieur,

En date du 13/08/19, vous avez déposé, auprès de mon service une demande d'autorisation d'exploiter pour une reprise de terres pour une surface de 116 ha 49 a 83 ca, exploitées par M. COUDER Gilbert, dont le siège social se situe à DANNEMOIS - 91490 (voir tableaux des références des parcelles en annexes).

Cette demande est complète en date du 18/09/19. Cependant, en cas de demandes concurrentes à la vôtre pour la reprise des surfaces en question, vous pourrez compléter votre dossier avec des éléments complémentaires nécessaires à l'examen de votre demande.

Conformément aux dispositions de l'article R.331-4 du code rural et de la pêche maritime, cette demande a fait l'objet d'une publicité par affichage en mairies de Courances, Dannemois, Moigny-sur-Ecole, Cely-en-Bière, communes où sont situés les biens et d'une publication sur le site internet de la Préfecture de l'Essonne.

Par ailleurs, je vous informe qu'une copie de votre demande est déposée, à la date d'aujourd'hui, auprès de la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne,

Je vous informe que le Préfet de région dispose d'un délai de 4 mois pour statuer sur votre demande à partir de la réception de votre dossier complet, soit le 18/01/20. Ce délai est susceptible d'être prolongé de deux mois supplémentaires conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date en question.

En l'absence de réponse de l'administration dans ce délai, votre demande sera tacitement acceptée.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'adjointe au Chef du Service économie agricole

**Signé**

Catherine BLOT

Adresse postale : Boulevard de France - 91012 EVRY cedex – Standard : 01.60.76.32.00 – Télécopie : 01.69.91.13.99 - [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr)



## Annexe 1) Parcelles demandées par l'EARL LE CHENE COUPE

Commune	Réf. Cadas- trale	Surface (en ha)	Propriétaire	Commune	Réf. Cadas- trale	Surface (en ha)	Propriétaire
COURANCES	ZA 85	3,9988	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 264	0,1080	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
COURANCES	ZA 52	0,5487	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 265	0,0935	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
COURANCES	ZA 21	0,5367	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 316	0,0215	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
COURANCES	ZA 20	1,1634	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 478	0,1635	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
CELY EN BIERE (77)	ZB 1	0,2660	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	F 128	0,1433	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
CELY EN BIERE (77)	YA 03	0,7559	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZA 20	0,5144	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
CELY EN BIERE (77)	YA 29	0,5056	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZA 20	0,1286	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
CELY EN BIERE (77)	YA 01	3,8183	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZA 22	0,3710	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 15	0,0697	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZA 23	0,2270	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 183	0,0617	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 01	0,6040	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 273	0,0738	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 02	0,4983	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 519	0,0670	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 08	0,2820	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	H 438	0,0738	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 08	0,2820	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZB 73	0,1000	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 24	0,3972	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZB 74	0,6109	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 24	0,3973	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZB 116	0,3125	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 31	0,3326	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZB 117	1,2957	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 31	0,3325	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZH 15	0,4592	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 38	0,5740	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZE 07	5,7629	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 38	0,5740	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZE 03	0,9053	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 45	1,2845	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 09	0,1352	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 71	0,1640	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 10	0,0652	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 107	0,6086	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 25	0,2059	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 115	0,1860	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 204	0,1090	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 127	0,6163	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 524	0,1980	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 144	2,1302	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 214	0,1112	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZE 08	6,1400	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	C 262	0,1865	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZE 08	2,0865	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY
DANNEMOIS	ZB 75	1,7929	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZK 18	1,2326	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY

Adresse postale : Boulevard de France - 91012 EVRY cedex – Standard : 01.60.76.32.00 – Télécopie : 01.69.91.13.99 - [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr)

## Annexe 2) Parcelles demandées par l'EARL LE CHENE COUPE

Commune	Réf. Cadas- trale	Surface (en ha)	Propriétaire	Commune	Réf. Cadas- trale	Surface (en ha)	Propriétaire
DANNEMOIS	ZB 78	0,2795	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZA 86	3,9988	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	ZB 118	0,5318	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZE 42	2,1754	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	ZB 119	1,0490	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 161	0,1360	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	ZB 172	5,3948	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C177	0,3498	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	ZB 120	0,5365	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 207	0,1605	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	ZB 63	0,7738	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	D 29	0,5452	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	ZE 39	0,5289	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZA 17	0,0725	M. COUDER Roger
DANNEMOIS	C 189	0,1188	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 177	1,0501	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	B 273	0,0995	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 175	0,3962	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	B 593	0,1658	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 15	0,3326	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	C 74	0,1315	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	B 753	0,0637	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	C 75	0,0805	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	B 754	0,0675	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	C 184	0,4300	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 41	0,2055	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	C 191	0,5815	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 219	0,0990	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	C 193	0,1734	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 221	0,0660	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	C 319	0,0361	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 223	0,0408	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	F 121	0,4391	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 263	0,1245	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	F 570	0,8233	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 274	0,3384	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	ZA 21	0,5520	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	F 208	0,0985	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	ZA 45	0,9960	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	F 234	0,1548	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	ZA 62	1,0020	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	F 417	0,1684	Mme COUDER Yvette
DANNEMOIS	ZE 40	1,0920	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 35	0,1197	M. DINDAULT Roger
MOIGNY SUR ECOLE	ZC 01	1,6860	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 35	0,1196	M. DINDAULT Roger
MOIGNY SUR ECOLE	G 21	0,8300	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 42	0,0360	M. DINDAULT Roger
MOIGNY SUR ECOLE	ZC 33	0,2650	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	E 35	0,2944	M. DINDAULT Roger
MOIGNY SUR ECOLE	ZC 52	1,0070	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 61	0,7440	M. DINDAULT Roger
MOIGNY SUR ECOLE	ZC 56	1,4015	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZE 45	0,6091	M. DINDAULT Roger
MOIGNY SUR ECOLE	ZC 82	0,4330	M. COUDER Gilbert	COURANCES	ZA 62	0,7376	Mme CAYOT Anne-Marie
MOIGNY SUR ECOLE	ZC 142	0,8835	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	F 207	0,0900	Mme CAYOT Anne-Marie
MOIGNY SUR ECOLE	ZE 16	3,6080	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	B 865	0,1817	M. COUDER Philippe
MOIGNY SUR ECOLE	ZH 127	0,6870	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	C 155	0,1056	M. COUDER Philippe
MOIGNY SUR ECOLE	ZI 41	2,1030	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	F 572	0,8155	M. COUDER Philippe
MOIGNY SUR ECOLE	ZE 16	0,9020	M. COUDER Gilbert	DANNEMOIS	ZB 37	1,2924	M. COUDER Philippe
COURANCES	ZA 50	2,6648	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	DANNEMOIS	ZB 59	0,2462	M. COUDER Philippe
COURANCES	ZA 52	0,1407	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	COURANCES	ZA 42	4,3190	M. COUDER Philippe
COURANCES	ZA 52	0,4080	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	COURANCES	ZA 61	2,3803	M. COUDER Philippe
DANNEMOIS	C 58	0,0805	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	COURANCES	ZA 78	1,0830	M. COUDER Philippe
DANNEMOIS	B 751	0,0685	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	CELY EN BIERE (77)	YA 17	3,3484	M. COUDER Philippe
DANNEMOIS	B 752	0,0859	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	CELY EN BIERE (77)	YA 19	0,0889	M. COUDER Philippe

Adresse postale : Boulevard de France - 91012 EVRY cedex – Standard : 01.60.76.32.00 – Télécopie : 01.69.91.13.99 - [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr)

Annexe 3) Parcelles demandées par l'EARL LE CHENE COUPE

Commune	Réf. Cadas- trale	Surface (en ha)	Propriétaire	Commune	Réf. Cadas - trale	Surface (en ha)	Propriétaire
DANNEMOIS	C 22	0,2365	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	CELY EN BIERE (77)	YA 20	0,3338	M. COUDER Philippe
DANNEMOIS	C 45	0,0380	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	DANNEMOIS	ZA 51	0,2893	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	C 157	0,1105	M. COUDER Gilbert – indiv ROSSAY	DANNEMOIS	B 838	0,2280	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	B 446	0,1936	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	B 873	0,1245	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	B 845	0,1194	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	B 899	0,0468	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	C 76	0,0315	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	C 21	0,1572	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	C 77	0,0502	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	ZB 27	0,4141	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	ZA 61	0,5370	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	ZB 174	0,3961	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	ZB 60	0,0879	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	ZB 176	1,0501	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	ZB 88	0,2403	Indivision COUDER Philippe et CARE JL	DANNEMOIS	C 211	0,1695	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
COURANCES	ZA 53	0,6034	Mme AKNIN Arlette	CELY EN BIERE (77)	YA 2	0,3845	Mme BERGANASCO-CARRE Danièle
DANNEMOIS	C 24	0,6909	Mme AKNIN Arlette	DANNEMOIS	ZE 44	0,4964	M. BOIZUMEAU Jean-Claude
DANNEMOIS	C 245	0,1345	Mme AKNIN Arlette	DANNEMOIS	ZE 41	0,5007	M. LEDUR Gustave
DANNEMOIS	E 7	0,0099	Mme AKNIN Arlette	COURANCES	ZA 19	0,4491	M. LEDUR Gustave
DANNEMOIS	ZA 24	0,0920	Mme AKNIN Arlette	DANNEMOIS	C 158	0,0594	Mme BRETON Des Loys Valentine
DANNEMOIS	ZB 70	0,3329	Mme AKNIN Arlette	DANNEMOIS	C 220	0,1172	Mme BRETON Des Loys Valentine
DANNEMOIS	ZB 93	0,4828	Mme AKNIN Arlette	DANNEMOIS	C 222	0,1040	Mme BRETON Des Loys Valentine
DANNEMOIS	ZB 126	1,2109	Mme AKNIN Arlette	DANNEMOIS	C 224	0,0910	Mme BRETON Des Loys Valentine
CELY EN BIERE (77)	YA 4	0,8754	Mme AKNIN Arlette				

Adresse postale : Boulevard de France - 91012 EVRY cedex – Standard : 01.60.76.32.00 – Télécopie : 01.69.91.13.99 - [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr)

Etablissement public foncier Ile de France

IDF-2020-02-06-006

Décision de préemption n°2000019 lots 430363, 430262,  
sis 21 avenue des Sablons à GRIGNY 91

**DECISION N°2000019**  
**Exercice du droit de préemption urbain renforcé**  
**par délégation de la Commune de Grigny**

PREFECTURE  
D'ILE-DE-FRANCE

06 FEV. 2020

POLE MOYENS  
ET MUTUALISATIONS

**Le Directeur général,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de justice administrative,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile de France (EPFIF) modifié par le décret n°2009-1542 du 11 décembre 2009 puis par le décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines,

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2015 portant nomination du Directeur général de l'Etablissement public foncier d'Ile de France,

Vu le Code de la construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles L741-1 et L741-2,

Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2016-1439 en date du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'Opération de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD-IN) du quartier dit « Grigny 2 » et désignant l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France pour assurer la conduite de cette opération,

Vu la délibération n° DEL-2012-0063 du Conseil municipal de la Commune de Grigny en date du 05 juin 2012 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune,

Vu la délibération n° DEL-2018-0080 du Conseil municipal de la Commune de Grigny en date du 02 juillet 2018 déléguant le droit de préemption urbain renforcé à l'EPFIF sur le périmètre de l'ORCOD-IN Grigny 2, à compter de la signature de la convention entre partenaires publics conclue en application de l'article L741-1 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la convention entre partenaires publics prévue à l'article L741-1 du CCH signée le 19 avril 2017,

*h*

**Etablissement Public Foncier Ile-de-France**

Siège : 4/14, rue Ferrus 75014 Paris  
Agence Opérationnelle du Val d'Oise : 10/12 boulevard de l'Oise – CS 20706 – 95031 Cergy-Pontoise cedex  
Agence Opérationnelle des Yvelines : 2 esplanade Grand Siècle 78000 Versailles

Tél. - 01 40 78 90 90/ Fax - 01 40 78 91 20  
contact@epfif.fr  
Siren 495 120 008 - Naf751E

1/5

06 FEV. 2020

Vu la déclaration d'intention d'aliéner établie par Maître Delphine SEVRIN, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 05 décembre 2019, en Mairie de Grigny, informant Monsieur le Maire de l'intention de la SCI des Sablons, représentée par madame Rachida CHERGUI, d'aliéner le bien dont elle est propriétaire à Grigny (91350) au 21, avenue des Sablons.

Par courrier du 18 décembre 2019, l'EPFIF a adressé une demande de visite du logement au titre de l'article L 213-2 du code de l'urbanisme, ainsi le délai a repris à compter de la date de la visite, soit le 13 janvier 2020, pour une durée d'un mois.

L'ensemble immobilier au sein duquel se situe le bien objet de la déclaration d'intention d'aliéner se trouvant à Grigny (91350) et ayant pour assiette foncière les parcelles figurant au cadastre, à savoir :

Section	N°	Lieu dit	Surface
AK	156	AVENUE DES SABLONS	00 ha 41 a 05 ca
AK	226	AVENUE DES SABLONS	00 ha 22 a 75 ca
AL	18	17 AVENUE DES SABLONS	00 ha 39 a 67 ca
AL	20	AVENUE DES SABLONS	00 ha 15 a 00 ca
AL	23	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 19 a 50 ca
AL	25	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 28 a 97 ca
AL	37	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 18 a 82 ca
AL	39	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 01 a 92 ca
AL	45	CD 31	00 ha 29 a 07 ca
AL	46	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 02 a 35 ca
AL	47	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 02 a 50 ca
AL	48	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 00 a 24 ca
AL	49	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 02 a 40 ca
AL	50	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 02 a 10 ca
AL	51	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 00 a 25 ca
AL	52	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 02 a 60 ca
AL	64	AVENUE DES SABLONS	00 ha 63 a 82 ca
AM	11	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 05 a 25 ca
AM	12	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 00 a 05 ca
AM	13	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 25 a 00 ca
AM	14	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 83 a 93 ca
AM	23	PLACE HENRI BARBUSSE	00 ha 37 a 25 ca
AM	24	PLACE HENRI BARBUSSE	03 ha 16 a 68 ca
AM	25	AVENUE 1ERE ARMEE FRANC. RHIN DAN	00 ha 32 a 13 ca
AM	26	CD 31	00 ha 00 a 95 ca
AM	27	CD 31	00 ha 04 a 00 ca
AM	30	CD 31	00 ha 30 a 26 ca
AM	6	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 04 a 40 ca
AM	60	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 01 a 71 ca
AM	61	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 00 a 30 ca
AM	62	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 07 a 81 ca
AM	63	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 01 a 33 ca
AM	64	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 73 a 90 ca
AM	66	AVENUE DES TUILERIES	00 ha 03 a 37 ca
AM	67	AVENUE DES TUILERIES	01 ha 08 a 69 ca
AM	68	AVENUE DES TUILERIES	05 ha 67 a 72 ca
AM	69	PLACE HENRI BARBUSSE	00 ha 09 a 78 ca
AM	70	PLACE HENRI BARBUSSE	01 ha 17 a 52 ca

5

06 FEV. 2020

AK	257	RUE DE L'ARCADE	04 ha 66 a 40 ca	MOYENS.
AK	258	RUE DE L'ARCADE	00 ha 01 a 51 ca	ESTABLISSEMENTS
AM	71	RUE LEFEBVRE	04 ha 44 a 36 ca	
AM	72	RUE LEFEBVRE	00 ha 00 a 98 ca	
AM	73	RUE LEFEBVRE	00 ha 17 a 65 ca	
AL	77	SQUARE RODIN	01 ha 84 a 06 ca	
AL	78	SQUARE RODIN	00 ha 01 a 62 ca	
AL	79	SQUARE RODIN	00 ha 01 a 57 ca	
AM	74	RUE BERTHIER	03 ha 49 a 94 ca	
AM	75	RUE BERTHIER	00 ha 01 a 02 ca	
AM	76	RUE BERTHIER	00 ha 01 a 04 ca	
AL	80	RUE DES LACS	09 ha 75 a 84 ca	
AL	81	RUE DES LACS	00 ha 01 a 61 ca	
AL	82	RUE DES LACS	00 ha 01 a 62 ca	
AL	83	RUE DES LACS	00 ha 01 a 44 ca	
AL	84	RUE DES LACS	00 ha 01 a 61 ca	
AL	85	RUE DES LACS	00 ha 01 a 61 ca	
AL	86	RUE DES LACS	00 ha 19 a 62 ca	
AL	87	RUE DES LACS	00 ha 35 a 94 ca	
AL	88	RUE DES LACS	00 ha 04 a 02 ca	
AL	22	AVENUE DES SABLONS	00 ha 23 a 67 ca	
AL	24	ROUTE DE CORBEIL	00 ha 15 a 50 ca	
AL	60	AVENUE DES SABLONS	00 ha 00 a 56 ca	
AL	61	AVENUE DES SABLONS	00 ha 00 a 05 ca	
AL	62	AVENUE DES SABLONS	00 ha 00 a 09 ca	
AL	63	AVENUE DES SABLONS	00 ha 00 a 21 ca	
AL	69	SQUARE SURCOUF	00 ha 82 a 81 ca	

La déclaration d'intention d'aliéner portant sur la cession :

- du lot numéro 430 363 constituant un lot d'habitation;
- du lot numéro 430 262 constituant une cave;

Le bien, d'une superficie déclarée de 56,33m<sup>2</sup>, étant cédé libre moyennant le prix de SOIXANTE-TROIS MILLE CINQ CENT EUROS (63 500€),

Vu le règlement intérieur institutionnel adopté par le Conseil d'administration de l'EPPFIF le 8 octobre 2015 déléguant à son Directeur Général, et, en cas d'empêchement, au Directeur général adjoint, l'exercice du droit de préemption,

Vu l'avis de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales en date du 15 janvier 2020,

Considérant que le terrain d'assiette du bien cédé est situé au sein du périmètre délimité par le décret en Conseil d'Etat n° 2016-1439 en date du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'Opération de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD-IN) du quartier dit « Grigny 2 »,

Considérant qu'au sein de ce périmètre l'EPPFIF a pour mission d'assurer le portage immobilier des lots qui font l'objet de mutation, soit par usage du droit de préemption urbain renforcé, soit par voie amiable,

h

Considérant la stratégie globale d'intervention publique dans le quartier Grigny 2, définie dans le cadre de la convention entre partenaires publics susvisée et prévoyant plusieurs volets :

- Un dispositif d'intervention immobilière et foncière (acquisition, travaux, portage de lots de copropriété)
- Un plan de relogement et d'accompagnement social des occupants ;
- La mobilisation des dispositifs coercitifs de lutte contre l'habitat indigne ;
- La mise en œuvre d'un plan de sauvegarde ainsi que de la procédure d'administration provisoire renforcée ;
- La mise en œuvre d'actions ou d'opérations d'aménagement.

Considérant que l'acquisition du bien est stratégique pour permettre la réhabilitation de la copropriété dégradée Grigny 2.

**Décide :**

**Article 1 :**

De proposer d'acquérir le bien propriété de la SCI des SABLONS sis à GRIGNY (91350) 21, avenue des Sablons tel que décrit dans la déclaration d'intention d'aliéner mentionnée ci-dessus, au prix de SOIXANTE-TROIS MILLE CINQ CENT EUROS (63 500 €), ce prix s'entendant d'un bien cédé libre.

**Article 2 :**

Le vendeur est informé qu'à compter de la notification de cette décision et par suite de cet accord sur le prix de vente indiqué dans la DIA, la vente de ce bien au profit de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France est réputée parfaite. Elle sera régularisée conformément aux dispositions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme. Le prix devra être payé dans les quatre mois à compter de la présente décision.

**Article 3 :**

La présente décision est notifiée à Monsieur le Préfet de Paris et d'Ile-de-France.

**Article 4 :**

La présente décision sera notifiée par voie d'huissier, sous pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre décharge à :

- La SCI des Sablons, représentée par Madame Rachida CHERGUI, dont le siège est à GRIGNY (91350) 21, avenue des Sablons, en sa qualité de propriétaire vendeur,
- Maître Delphine SEVRIN dont l'étude est située à PARIS (75012) 76, boulevard de Reuilly, en sa qualité de notaire du vendeur,
- Monsieur Jurgen BORGERS, résident à SIGEAN (11130) 15b, rue Salvador Dali, en sa qualité d'acquéreur évincé ;

**Article 5 :**

La présente décision fera l'objet d'un affichage en Mairie de Grigny.

PREFECTURE  
D'ILE-DE-FRANCE  
06 FEV. 2020  
POLE MOYENS  
ET MUTUALISATIONS

4



**Article 6 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou de son affichage en Mairie devant le Tribunal Administratif de Versailles.

Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'EPFIF. En cas de rejet du recours gracieux par l'EPFIF, la présente décision de préemption peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de Versailles.

L'absence de réponse de l'EPFIF dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours.

Fait à Paris, le 4 février 2020

Le Directeur Général,  
**Gilles BOUVELOT**

PREFECTURE  
D'ILE-DE-FRANCE

06 FEV. 2020

POLE MOYENS  
ET MUTUALISATIONS

Rectorat de l'académie de Paris

IDF-2020-02-12-002

ARRÊTÉ N°2020-101 relatif à l'enseignement scolaire de  
l'académie de Paris

## ARRETE N° 2020-101 relatif à l'enseignement scolaire de l'académie de Paris

**du Recteur de la région académique d'Île-de-France,  
Recteur de l'académie de Paris,  
Chancelier des universités de Paris et d'Île de France  
portant délégation de signature à ses chefs de service**

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R 222-1 et suivants, R 222-13 et suivants, R 222-19 et suivants, R 222-24 et suivants, R 222-25 et suivants, R 222-36-1 et suivants ;

Vus les articles R 222-21 et D 222-22 du code de l'éducation ;

Vu le décret du Président de la République du **15 septembre 2016** portant nomination de M. Gilles PÉCOUT en qualité de recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, à compter du 3 octobre 2016 ;

Vu le décret du Président de la République du **28 juillet 2016** portant nomination de M. Jean-Michel COIGNARD, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional hors classe, en qualité de directeur de l'académie de Paris à compter du 1<sup>er</sup> août 2016 ;

Vu le décret du Président de la République en date du **4 septembre 2019** portant nomination M. Marc TEULIER, inspecteur d'académie – inspecteur pédagogique régional de classe normale, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris, chargé du 1<sup>er</sup> degré, à compter du 23 septembre 2019 ;

Vu le décret du Président de la République du **28 juillet 2016** portant nomination de Mme Catherine MERCIER-BENHAMOU, personnel de direction hors classe, en qualité de directrice des services départementaux de l'éducation nationale de Paris (second degré) à compter du 1<sup>er</sup> août 2016 ;

Vu le décret du Président de la République en date du **29 avril 2019** nommant M. Jérôme JARDRY, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régionale, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Paris, chargé du premier degré et des collèges ;

Vu le décret du Président de la République en date du **2 juillet 2018** portant nomination de Madame Claire MAZERON en qualité de directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale de Paris (second degré) ;

Vu l'arrêté ministériel du **22 juillet 2016** portant affectation de M. Emmanuel DESCHAMPS auprès du directeur académique des services de l'éducation nationale chargé du 1<sup>er</sup> degré, en qualité d'inspecteur de l'éducation nationale adjoint, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du **02 août 2018** portant nomination de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT, ingénieure de recherche hors classe, dans l'emploi de secrétaire générale de l'académie de Paris, chargée de l'enseignement scolaire, pour une seconde période de quatre ans, du 25 août 2018 au 24 août 2022 ;

Vu l'arrêté ministériel du **2 mars 2016** portant nomination et classement de M. Lionel HOSATTE dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, secrétaire général adjoint, directeur des ressources humaines au rectorat de l'académie de Paris, pour une première période de cinq ans, du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du **02 août 2017** portant nomination, classement et détachement de Mme Zohra YAHIAOUI dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie chargée du pôle programmation scolaire et moyens écoles et établissements au rectorat de l'académie de Paris pour une première période de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et jusqu'au 31 août 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du **22 janvier 2018** portant nomination de Mme Muriel BONNET, conseillère d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire général de l'académie de Paris, en charge du pôle budget, performance et fonctions supports, pour une seconde période de quatre ans, du 21 janvier 2018 au 20 janvier 2022 ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilles PÉCOUT, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, délégation générale de signature est donnée à M. Jean-Michel COIGNARD, directeur de l'académie de Paris, pour toutes les questions relatives aux écoles, aux collèges, aux lycées et aux établissements d'éducation spéciale, à la formation et à la gestion des personnels affectés aux enseignements qui y sont dispensés, ainsi qu'à la formation continue des adultes, pour l'exercice des missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducatrice ainsi qu'à la gestion des personnels et des établissements qui y concourent, pour toutes les décisions prises dans les matières entrant dans le champ de compétences du ministre chargé de l'éducation exercées à l'échelon de l'académie et des services départementaux de l'éducation nationale.

**Article 2** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilles PÉCOUT, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, délégation générale de signature est accordée à Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT secrétaire générale de l'enseignement scolaire, pour l'administration de l'académie, pour toutes les questions relatives aux écoles, aux collèges, aux lycées et aux établissements d'éducation spéciale, à la formation et à la gestion des personnels affectés aux enseignements qui y sont dispensés, ainsi qu'à la formation continue des adultes.

**Article 3** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Michel COIGNARD, directeur de l'académie de Paris, pour les affaires relevant de leurs compétences, délégation est donnée à M. Marc TEULIER, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris (écoles et collèges) et à Mme Catherine MERCIER-BENHAMOU, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de Paris (lycées).

**Article 4** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc TEULIER, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris (écoles et collèges), la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 3 sera exercée par ses adjoints, M. Jérôme JARDRY, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Paris, chargé des collèges, et M. Emmanuel DESCHAMPS, inspecteur de l'éducation nationale adjoint (écoles).

**Article 5** — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine MERCIER-BENHAMOU, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de Paris (lycées), la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 3 sera exercée par son adjointe, Madame Claire MAZERON directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale de Paris (2<sup>nd</sup> degré).

**Article 6** — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT, secrétaire générale de l'enseignement scolaire, délégation est donnée à Mme Muriel BONNET, à M. Lionel HOSATTE et à Mme Zohra YAHIAOUI, secrétaires généraux adjoints.

**Article 7** — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel HOSATTE, secrétaire général adjoint, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. Anthony ERNEWEIN, adjoint au directeur des ressources humaines pour les questions relatives au 2<sup>nd</sup> degré et à Mme Catherine GENY-GUERY pour les questions relatives au premier degré.

**Article 8** — En cas d'absence de M. Jean-Michel COIGNARD et de Mme Sandrine DEPOYANT-DUVAUT et en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Muriel BONNET, M. Lionel HOSATTE et Mme Zohra YAHIAOUI, délégation est accordée aux chefs de division du rectorat, dans la limite de leurs attributions respectives :

M. Christian ANTHEAUME, chef de la division de l'intendance et de la logistique,  
Mme Charlotte BAUER, cheffe du bureau de l'assistance éducative et des contrats aidés,  
Mme Arlette CARON, cheffe du service de l'organisation et de la programmation scolaire du privé sous contrat,  
Mme Elyane CLAUDE, cheffe du service de la coordination paye et du bureau du chômage,  
M. Olivier DELOBEL, chef de la division des affaires financières,  
M. Jacques DROGO chef de la division des personnels enseignants du second degré public  
Monsieur Jonathan DUVAL, chef du service statistique académique,  
M. Benoît GELINEAU, chef de la division des affaires juridiques.  
M. Etienne GUILLAUME, chef de la division de l'organisation et de la prévision scolaires  
M. Christophe HARNOIS, chef du service des affaires médicales et sociales,  
M. Jean-Charles LINET, responsable administratif de la Délégation académique à la formation continue des personnels de l'éducation nationale,  
Mme Edith MORISSET, cheffe de la division des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé

M. Jean-Luc MORVAN, chef du service de la carte scolaire et des moyens du 1er degré public,  
M. Savvas PANAYIOTOU, chef de la direction des systèmes d'information,  
M. Yohann PRUNIER, chef de la division de la vie de l'élève,  
Mme Christiane RIVIERE, cheffe du bureau des personnels d'encadrement,  
M. Gérard SUSS, chef de la division des personnels enseignants du premier degré public  
Mme Joëlle VIAL, cheffe de la division des personnels enseignants du privé,  
M. Elia ZEGANADIN, chef du bureau des pensions.

**Article 9** — La secrétaire générale de l'enseignement scolaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 12 février 2020

Le recteur de la région académique d'Île-de-France,  
Recteur de l'académie de Paris,  
Chancelier des universités de Paris et d'Ile-de-France,

Signé

Gilles PÉCOUT

Rectorat de Paris

IDF-2020-02-07-010

Arrêté nomination Administrateur provisoire SUPMECA

## LE RECTEUR DE LA REGION ACADEMIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L712-2, L718-10 et L719-8,  
Vu les statuts de l'école SUPMECA,

Considérant qu'il convient de nommer un administrateur provisoire,

### ARRETE

#### Article 1

Monsieur ALAIN RIVIERE est nommé en qualité d'administrateur provisoire de SUPMECA à compter de la date de fin de son mandat et jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur.

#### Article 2

Le secrétaire général de la chancellerie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Créteil le 7 février 2020



Le Recteur de l'académie de Paris

Recteur de la région académique d'Ile-de-France

Chancelier des universités de Paris et d'Ile-de-France